

ministre des Finances (M. Wilson) devrait démissionner parce que, pendant quatre ans, il a accumulé les échecs et il n'a pas réussi à bien gérer les intérêts des Canadiens et les fonds publics.

Dans ce budget, on va de réduire les paiements de transfert, ce qui entraînera des compressions dans l'enseignement, dans certains services importants fournis par les provinces, dans l'enseignement postsecondaire ainsi que dans les programmes de santé et de bien-être. Tous ces programmes seront réduits. On va également réduire le financement des programmes agricoles, ce qui touchera les agriculteurs de ma circonscription, et les services de VIA Rail. Le Canada ne pourra plus s'enorgueillir d'offrir un service voyageurs de transport ferroviaire d'un océan à l'autre. Il y aura des compressions de dépenses à la Société Radio-Canada qui mettront en péril l'une des institutions importantes qui cimentent le pays. Il y en aura également au chapitre du développement régional en général ainsi que des services, qui sont importants pour les Canadiens et unissent aussi le pays. C'est à cela même que le gouvernement s'en prend.

Nous subissons une augmentation de taxes. Quand toutes les hausses prévues seront entrées en vigueur, c'est-à-dire l'an prochain, la famille canadienne moyenne, qui comprend quatre personnes, paiera environ 700 dollars de taxes de plus. Et une fois la taxe de vente régressive appliquée, elle se verra soutirer encore 1 000 dollars. Voilà qui montre bien l'incapacité du ministre des Finances à gérer notre économie.

Le ministre justifie tout en disant que nous devons maîtriser le déficit. Certes, nous devons le faire, je suis d'accord là-dessus. Mais on est loin du socialisme quand on prélève de 2,5 à 3 p. 100 de notre produit national brut pour le donner à des Canadiens à revenu élevé. C'est ce qui se passe quand on paie en intérêts 30 milliards et quelque par an. Les versements d'intérêt correspondent à environ 6 p. 100 de notre produit national brut. Entre 37 et 40 p. 100 de cette somme vont aux banques et aux compagnies d'assurance qui contrôlent le plus gros de la dette. Donc, de 2,5 à 3 p. 100 de notre produit national brut vont dans les poches des banques et des grandes compagnies d'assurance. Voilà qui sont les Canadiens à revenu élevé.

### *Pouvoir d'emprunt—Loi*

Notre dette a pour effet d'enrichir les Canadiens les plus fortunés. Il n'y a rien de socialiste là-dedans. Je ne peux pas ne pas m'y opposer. Lorsqu'on parle de la dette et du déficit, il faut d'abord se demander comment nous en sommes venus là. Quand les libéraux se plaignent de la dette, ils ne font que verser des larmes de crocodile. Ils ont assurément leur part de responsabilité. C'est pendant les années 1970, sous le gouvernement Trudeau, lorsque le chef de l'opposition (M. Turner) était ministre des Finances, que les germes du déficit actuel ont été semés. Le gros de ce déficit n'est pas attribuable à des dépenses directes, mais à des dépenses indirectes, comme les appelle le vérificateur général. Prenons, par exemple, les échappatoires et les dégrèvements fiscaux. Comme ils ne figurent pas dans les livres, on ne les perçoit pas comme des dépenses, mais il s'agit d'un manque de recettes, ce qui revient au même. C'est le manque de recettes qui est à l'origine du déficit actuel.

Les conservateurs nous disent que c'est parce que nous vivons au-dessus de nos moyens que nous avons un déficit, que nous devons nous serrer la ceinture. Ce qu'ils veulent dire, au fond, c'est que nos programmes sociaux sont trop généreux. Voilà, selon eux, la cause du déficit. Si nous comparons le Canada aux autres pays industrialisés sous l'angle du pourcentage du produit intérieur brut qui est consacré aux programmes sociaux, nous constatons que nous ne vivons pas au-dessus de nos moyens.

Que nous révèlent les chiffres des dépenses pour le logement, l'assurance-chômage, le soins de santé, les pensions, tous ces programmes sociaux essentiels? En 1983, la France a dépensé 26 p. 100 de son produit intérieur brut pour les programmes sociaux. L'Allemagne de l'Ouest a dépensé 17,1 p. 100, la Grande-Bretagne 13,7 p. 100, le Canada 12,5 p. 100 et les États-Unis 12,1 p. 100.

Un seul autre pays industrialisé de l'Ouest a dépensé moins que nous pour les programmes sociaux. Nous ne vivons pas au-dessus de nos moyens. Nous ne percevons pas assez d'impôts, de recettes. C'est ce qui explique le déficit actuel.

**Des voix: Bravo!**